



MAIRIE
DU
FOUSSERET

ARRÊTÉ MUNICIPAL

№ 2 0 2 4 0 4 5

Tendant à, temporairement, interdire la circulation et le stationnement pendant les travaux de remplacement de poteaux télécom, par l'entreprise SOLUTIONS 30 SUD-OUEST, représentée par Monsieur José BAPTISTA, sur le réseau routier communal et départemental en agglomération.

Le Maire de la Commune du FOUSSERET,

- Vu la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

- Vu le Code de la Route,

- Vu le Code de la Voirie Routière,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992,

- Vu les demandes de Solutions 30 Sud-Ouest, en date des 22 et 25 mars 2024,

CONSIDERANT que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRÊTE :

Article 1^{er} : La circulation et le stationnement sera temporairement réglementée sur le **réseau routier communal (hors et dans l'agglomération) et départemental (dans l'agglomération)**, dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du **MERCREDI 10 AVRIL 2024 au VENDREDI 24 MAI 2024, selon les besoins des chantiers.**

Article 2 : Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier :

- **Interdiction de circulation et stationnement,**
- **Interdiction de dépassement,**
- **Vitesse limitée à 50 km/h (30 km/h en agglomération)**
- **Alternat manuel par B15 / C18 ou par feux tricolores,**
- **Basculement de circulation sur chaussée opposée si possible.**

Article 3 : Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

Article 4 : La signalisation de chantier sera mise en place, entretenue et déposée, sous contrôle des services du pôle routier, par l'entreprise ou la personne chargée des travaux.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Article 7 : Le Maire,

Le chef de brigade de Gendarmerie du Groupement de Cazères,

L'entreprise Solutions 30 Sud-Ouest,

seront destinataires du présent arrêté et chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait au Fousseret, le 29 Mars 2024

Le Maire,

Pierre LAGARRIGUE

